

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14376>

La thèse de l'espionnage chez Renault mise en doute

- Intelligence économique -



Date de mise en ligne : vendredi 21 janvier 2011

Spyworld Actu

Des sources proches de l'enquête indiquent que le dossier serait toujours sans preuves. Les trois accusés évoquent une possible "tentative de déstabilisation" vis-à-vis de Renault.

[L'affaire d'espionnage qui secoue actuellement Renault](#) serait "un complot", "une entreprise de déstabilisation vis-à-vis" du constructeur", selon les [trois cadres accusés](#), qui clament leur innocence depuis le début. Une hypothèse aux allures de stratégie de défense, mais qui ne semble plus à exclure au vu des nombreuses [zones d'ombre](#) et doutes qui planent sur la version défendue par le constructeur.

"Nous en sommes réduits aux hypothèses : soit Renault a été la cible d'un véritable espion qui aurait voulu se couvrir par une diversion, en faisant porter le chapeau à un ou plusieurs boucs émissaires. Soit, dans un contexte de guerre économique, quelqu'un a tenté de faire croire aux dirigeants que certains de leurs cadres étaient compromis pour conduire Renault à s'en séparer pour déstabiliser l'entreprise." confiait Me Thibault de Montbrial, l'avocat de Matthieu Tenenbaum, un des trois présumés espions, au [Figaro](#) ce jeudi.

Toujours pas de preuves

"Le dossier est vide au plan pénal" aurait indiqué par SMS un proche de l'enquête à un sous-traitant de Renault, révèle Europe 1. Une hypothèse confirmée par un membre de la Direction Centrale du Renseignement Intérieure (DCRI), qui se montre très prudent, confiant à la radio : "On m'a raconté une belle histoire, elle tient la route mais sous réserve de vérification. Ce n'est pas la première fois qu'on me raconte une histoire qui ne repose sur rien", explique-t-il. Parmi les éléments qui alimentent le doute, le prix payé par Renault à l'enquêteur privé qui a mené les investigations pour le compte du constructeur : "Il est impossible qu'une telle enquête, menée à l'international, n'ait coûté que 50.000 euros à Renault, [confie au Figaro Hervé Séveno](#), PDG du cabinet de conseil stratégique et de gestion des risques 2IF. Les montants en jeu et le profil des intervenants sont vraiment surprenants, surtout quand on songe que Renault pouvait mobiliser la DCRI, qui est le bras armé de l'Etat, et dont les prérogatives sont bien plus larges que celles des agents de renseignement privés, nullement autorisés à fouiller dans les comptes bancaires ou à pirater des messageries électroniques".

La DCRI a finalement été saisie par le parquet de Paris, qui a ouvert une enquête préliminaire après la [plainte de Renault](#). Dans l'attente, Renault tient bon. "Dans ce genre d'affaire d'espionnage, on est obligé d'observer la plus grande réserve sur les éléments dont on dispose", explique Jean Reinhart, l'avocat de Renault dans Le Figaro. Carlos Ghosn s'exprimera dimanche sur i-Télé, mais aucune surprise n'est à en attendre. Il devrait réaffirmer que des éléments suffisants ont conduits à licencier les trois cadres.

Post-scriptum :

<http://www.lexpansion.com/entrepris...>